



Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Toulon, le 23 novembre 2015

**Rapport de l'Inspecteur
de l'Environnement**

à

Monsieur le Préfet du Var
Direction de l'Action Territoriale de l'État
Bureau du Développement Durable
Avenue du 112^{ème} Régiment d'Infanterie
BP 1209
83070 Toulon cedex

Rapport au préfet

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande d'autorisation d'exploiter des installations de production de béton et d'enrobés présentée par la société ECOPOLE en date du 28 novembre 2013 complétée le 27 février 2014 et le 10 juillet 2014
Commune de FREJUS.

Réf : Transmission préfectorale en date du 5 mai 2015 .

Par transmission visée en référence, Monsieur le Préfet du Var nous a adressé l'ensemble des pièces de la procédure d'instruction (enquête publique, avis des services) relative à la demande visée en objet en nous demandant de lui faire parvenir nos observations et propositions en vue de l'examen de cette demande par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques.

1 PRESENTATION DE LA DEMANDE

1.1 Identité du pétitionnaire

Nom : SAS ECOPOLE

Siège Social : 103 allée Sébastien Vauban - Pole BTP Emile Donat et Abel Treve - 83600 Fréjus

Signataire : Jean Marc ASTOLFI , président

La société ECOPOLE a été immatriculée au registre des commerces et des sociétés le 20 novembre 2013 . Cette société, créée pour l'exploitation des installations de production de béton prêt à l'emploi et d'enrobés a également déposé une demande d'autorisation d'exploiter une plate forme de transit, concassage et criblage de matériaux et déchets non dangereux inertes sur un terrain situé à proximité immédiate dans le pole BTP de Fréjus .

Heure

Les principaux actionnaires de la société ECOPOLE sont la SAS HDI Holding Delta Investissement (47%) , la SAS Donat de Gestion (47%) et la SARL ECOPOLE MANAGEMENT (6%) .

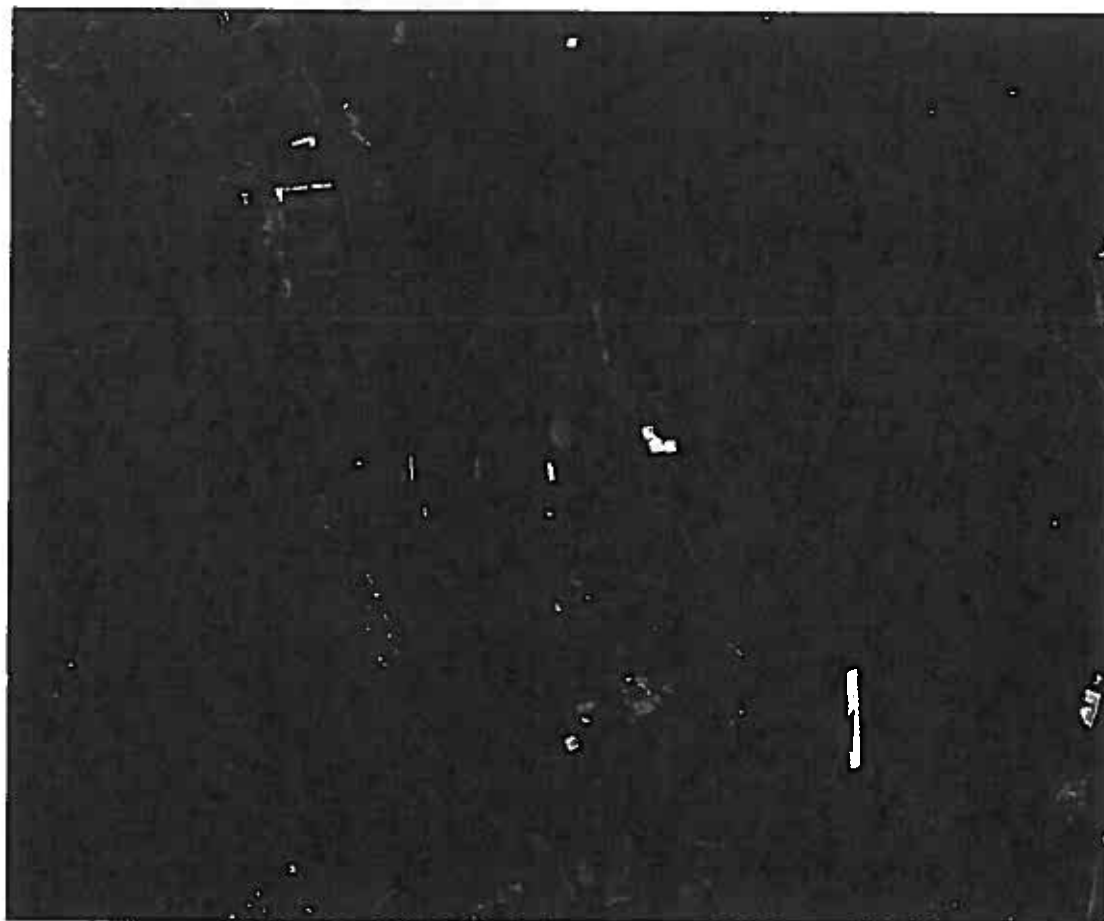
La SAS HDI présidée par Monsieur Alex BARBERO comprend 9 sociétés dont la Société Raphaëloise de travaux Publics (RBTP) spécialisée dans les travaux de terrassement, de voirie, de pose de réseaux et d'aménagements urbains .

La société Donat de Gestion comprend plusieurs filiales dont la société SODOBAT spécialisée dans le gros œuvre et le génie civil .

1.2 Site d'implantation

Le site d'exploitation est situé dans l'extension du pôle BTP "Emile Donat-Abel Treve" au lieu dit "La source " dans la Zone d'Activités Economiques du Grand Capitou à proximité de l'autoroute A8 et de l'échangeur de Fréjus sur le territoire de la commune de FREJUS . Le projet concerne les parcelles AI 478 et AI 479 et porte sur une surface totale de 8981 m²

Le pôle BTP a été créé en 2011 et de nombreuses entreprises (garage automobile, centre de tri de déchets,bureaux ...) et commerces y sont installés aujourd'hui .
L'habitation la plus proche se situe à environ 100 au Nord est du site .



Projet ECOPOLE
enrobés+béton

Projet ECOPOLE
recyclage

Pôle BTP

A8 échangeur de Fréjus

1.3 Situation et historique du site

La société ECOPOLE a été immatriculée en 2013 pour créer et exploiter dans l'extension du pôle BTP " Emile Donat- Abel Treve de la zone d'activités du Capitou sur le territoire de la commune de Fréjus, une plate forme de production de béton et d'enrobés ainsi qu'une plate forme de recyclage de matériaux et déchets inertes .

Les terrains sur lesquels seront implantées ces installations sont situés au nord du pôle BTP comme repérés sur le plan ci dessus . Ces terrains aujourd'hui terrassés et nivelés se situent sur une friche agricole récente .

1.4 Caractéristiques du projet

L'activité principale projetée du site est la production de béton prêt à l'emploi et d'enrobés .
Les installations projetées sont les suivantes :

- Au sud du terrain, une centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers d'une capacité de production de 160 t/h en considérant une humidité des granulats en entrée à 5 %
- Une unité de dosage des granulats avec des pré-doseurs de 12 m³
- Une unité de séchage constitué d'un tambour rotatif équipé d'un brûleur d'une puissance de 14 MW alimenté dans un premier temps au fioul
- Une unité de dépoussiérage par filtre à manche associée à une cheminée de 13 mètres
- Un parc à liant composé de 2 cuves verticales de 50 tonnes de bitume
- Un réservoir vertical de 50 m³ de fioul
- Une unité de commande de la centrale d'enrobés

- Au nord du terrain, une centrale à béton avec un malaxeur de 2,5 m³
- Une unité de dosage des granulats constituée de trémies d'environ 40 m³
- Une unité de stockage de ciment composée de 3 silos verticaux de 65 tonnes de capacité
- Une unité de stockage des adjuvants
- Une unité de stockage d'eau composée d'une cuve de 500 litres alimentée par le réseau public
- Une unité de décantation des eaux de process
- Une unité de commande de la centrale à béton

- Une unité de stockage des granulats constituée de boîtes couvertes (commune aux 2 centrales)
- Un laboratoire (commun aux 2 centrales)
- une aire de manœuvre centrale
- Un parking véhicules légers
- Des locaux sociaux

1.5 Activités classées

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévues à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation des installations	Volume	Rubrique	Régime (1)	Situation (2)
Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') <i>1) à chaud</i>	capacité de production de 160 t/h Bruleur de 14 MW	2521-1	A	d
Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses (dépôts de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation de : <i>2) supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t</i>	2 cuves de 50 tonnes	4801-2	D	d
Installations de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisés, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522. La capacité de malaxage étant : <i>b. inférieure à 3m3</i>	capacité de malaxage de 2,5 m ³	2518-b	D	d
Station de transit de produit minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillerisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents	4 silos capacité totale de stockage de 130 m ³	2516	NC	d
Liquides inflammables de catégorie 21 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	1 réservoir aérien de 50 m ³ de fioul	4331-3	NC	d
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	surface de stockage de 800 m ²	2517	NC	d

(1) régime

AS autorisation -- Servitudes d'utilité publique

A-SB autorisation -- Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000

A autorisation

D déclaration

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

2 INSTRUCTION DE LA DEMANDE

2.1 Enquête Publique

Cette demande d'autorisation a été soumise à une enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 19 janvier 2015.

Cette enquête publique a commencé le 23 février 2015 et fut close le 26 mars 2015.

a) Observations recueillies au cours de l'enquête publique

Le commissaire enquêteur a recueilli de nombreuses observations dont la majorité ont été formulées le dernier jour de l'enquête .

25 courriers ou dossiers ont été enregistrés

Les avis émis sont pour la plupart défavorables excepté ceux émanant de professionnels du BTP

Les thématiques soulevées lors de cette enquête publique sont les suivantes :

- Incompatibilité administrative avec la ZAC
- Étude biodiversité trop incomplète
- Nuisances trop importantes pour la santé
- Trafic routier sous estimé
- Sous estimation des vents dominants
- Atteintes aux activités touristiques proches

b) Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le commissaire enquêteur a remis le procès verbal de synthèse au pétitionnaire le 30 mars 2015 . Le 9 avril 2015 , le pétitionnaire a communiqué son mémoire en réponse, daté du mois d'avril 2015, quant aux observations faites pendant l'enquête.

c) Rapport et conclusion du commissaire enquêteur

Après examen du dossier, des avis formulés et du mémoire en réponse fourni par le demandeur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable .

2.2 Consultations

Les différents services administratifs et communes concernés ont été consultés par Monsieur le Préfet du département du Var.

2.2.1- Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux des communes situées dans un rayon de deux kilomètres autour du site concerné sont les suivants :

- Fréjus
- Puget sur Argens

Le conseil municipal de la commune de Fréjus n'a pas émis d'avis.

Le conseil municipal de la commune de Puget sur Argens a émis un avis favorable au projet

2.2.2- Avis des services administratifs

Agence Régionale de Santé PACA (19 février 2015)

Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé a émis un avis favorable

Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours du Var (6 février 2015)

Monsieur le Directeur Départemental a émis un avis favorable sous réserve du respect des prescriptions ci dessous énoncées:

" - La défense extérieure contre l'incendie devra être assurée par un poteau incendie de 100 mm de diamètre normalisé NFS 61.213 et 62.200 , implanté à moins de 100 mètres de l'entrée de l'établissement .

- Des extincteurs devront être répartis à l'intérieur des locaux, à bord des véhicules de chantier, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés .

- Des plans du site destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours devront être affichés à l'accueil .

Institut National de l'Origine et de la Qualité (17 février 2015)

Monsieur le directeur de l'Institut n'a pas de remarque à formuler sur le projet dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOC et les IGP.

Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service régional de l'archéologie (02 février 2015)

Monsieur le directeur n'a édicté aucune prescription archéologique .

Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service territorial de l'architecture et du patrimoine du Var (04 février 2015)

Monsieur le chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine n'a pas émis de remarque sur le projet.

Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles (02 février 2015)

Le service n'a pas émis d'observation.

Direction Départementale des Territoires et de la Mer (16 octobre 2014)

Monsieur le directeur départemental a émis un avis défavorable à la demande au vu des fortes lacunes sur les enjeux eau et biodiversité.

3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

3.1 Statut administratif

Les installations de production de béton et d'enrobés ne sont pas exploitées à ce jour . Les terrains visés sont nivelés sans structure existante .

3.2 Analyse des questions apparues au cours de la procédure

a) Insuffisance des inventaires faune/flore

Il était stipulé dans l'avis de l'autorité environnementale en date du 3 décembre 2014 concernant ce projet que les inventaires faune-flore réalisés étaient insuffisants pour pouvoir évaluer les impacts sur la biodiversité .

Cette insuffisance a aussi été signalée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer dans son avis du 16 octobre 2014 .

Afin de compléter son dossier sur ce point , le pétitionnaire a fait réaliser une nouvelle expertise faune-flore sur le site . Cette étude a été réalisée en bonne période du calendrier écologique avec des visites de terrain effectuées entre septembre 2014 et juillet 2015 .

Dans son mémoire en réponse remis le 9 avril 2015 , le pétitionnaire s'était engagé à respecter et appliquer les mesures complémentaires qui seraient nécessaires au vu des conclusions de l'étude susvisée.

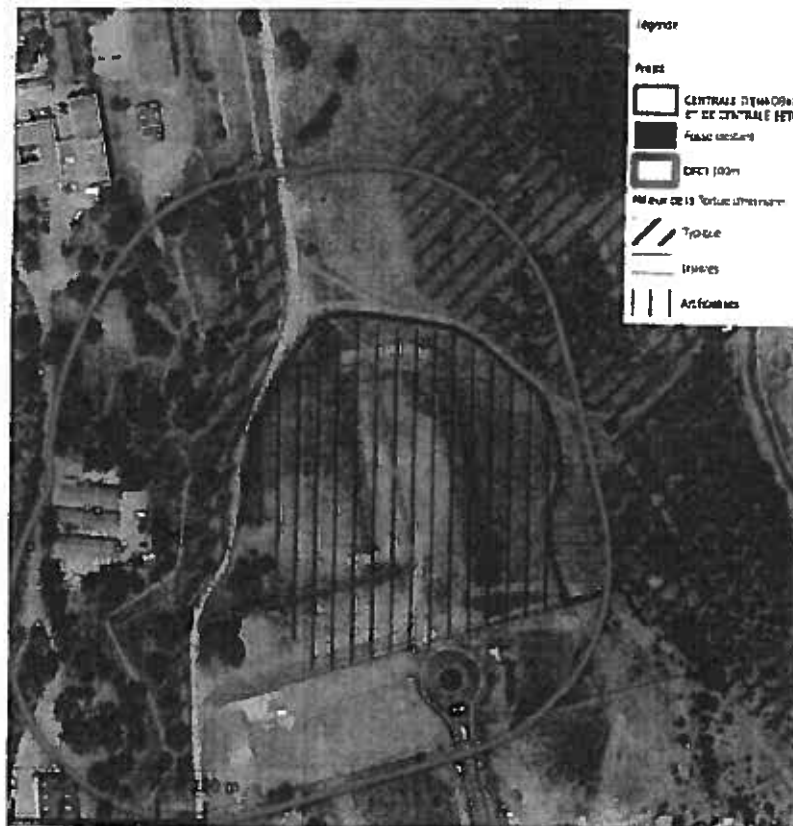
L'étude faune/flore terminée a été adressée à monsieur le préfet le 2 octobre 2015 . Elle qualifie de faibles à nuls les enjeux en termes de conservation des habitats, de la flore et de la faune pour le projet .

Cependant l'exploitant s'engage à mettre en place les mesures de réduction des impacts listées ci dessous :

- Concernant les milieux favorables à la tortue d'Herman

- Le débroussaillage sera effectué manuellement , sélectivement et sans sous solage comme par exemple un débroussaillage écologique de type alvéolaire . Les branches, brindilles et autres rémanents seront évacués .

En effet , l'expertise a mis en avant la potentialité d'impacts indirects, liés au débroussaillage réglementaire, sur habitats favorables à la tortue d'Hermann situés à proximité (voir plan ci dessous) du projet localisé en zone de sensibilité très faible du plan national d'actions en faveur de la tortue d'Hermann.



- Concernant les chiroptères

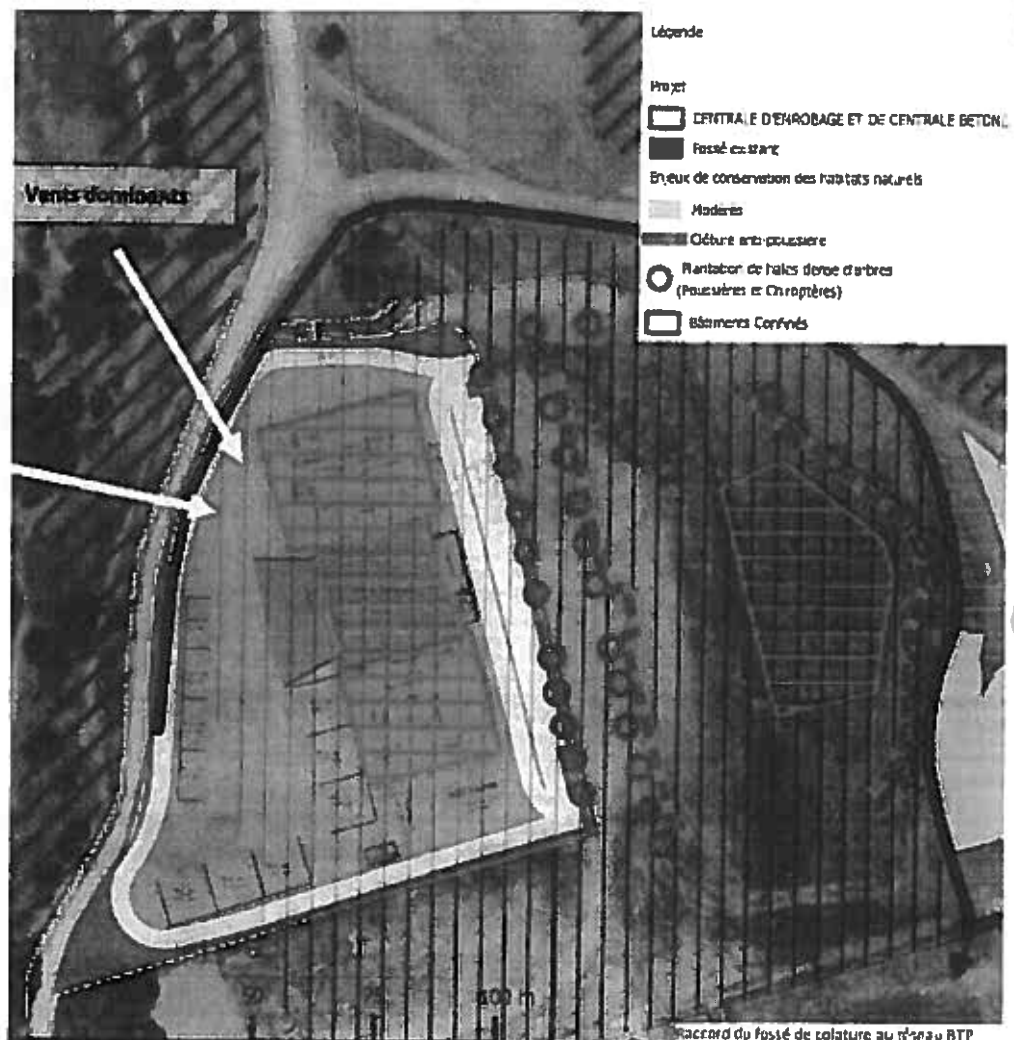
- Reconstitution de corridors avec des plantations d'arbres
- Limitation de l'éclairage en maintenant les corridors en zone d'ombre non éclairées

- Concernant les impacts potentiels des émissions de poussière sur la faune et la flore

- Les unités de production de béton et d'enrobés seront implantées à l'intérieur de bâtiments entièrement bardés
- La centrale d'enrobage sera équipée d'une unité de dépoussiérage par filtres à manches permettant la récupération des particules très fines produites lors du séchage des agrégats . Les fines de dépoussiérage seront réintroduites dans le

process de fabrication . Les rejets à l'atmosphère seront collectés et évacués après traitement par l'intermédiaire d'une cheminée d'une hauteur de 13 mètres .

- Les installations de manipulation , transvasement et transport de produits pulvérulents seront munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions de poussières.
- Les voies internes de l'établissement , les aires de manœuvre et les aires de stockages seront revêtues
- Les bennes des camions transportant des matériaux fins seront bâchées
- Les matériaux seront stockés sous préau dans des boxs avec un système d'aspersion pour limiter les envols
- Un système d'aspersion sera installé en entrée et sortie des installations non confinées
- Les matériaux pulvérulents seront stockés dans des silos équipés de filtre
- Des plantations d'arbres seront réalisés en périphérie du site
- Mise en place d'une clôture anti poussières (type mur + filet) coté Est (voir plan ci dessous) d'au moins six mètres de hauteur et doublée d'une haie dense d'arbustes située aux pieds d'arbres de haute tige constitués par des éléments à feuilles persistantes.



Pendant la phase de chantier :

- Aucune circulation ni stationnement d'engins et aucun stockage de matériaux sur la partie située à l'Est du fossé existant

- Les dispositifs de gestion des eaux (fossé, bassins) seront parmi les premiers aménagements réalisés
- Des mesures seront prises pour limiter au mieux les différentes nuisances relative au bruit, à l'air et à la circulation et notamment les mesures suivantes:
 Une piste de sortie de chantier en stabilisé avant l'arrivée sur la chaussée
 Une aire de lavage des roues des camions
 Un rideau de pluie sous lequel les camions devront obligatoirement passer
 Dans le cas de la mise en place de centrale à béton par les entreprises, les silos devront être équipés de filtres
 Tout stockage de matériaux volatils devra être soit bâché soit humidifié

b) Gestion des eaux de ruissellement

Dans son avis en date du 16 octobre 2014, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer rappelle la doctrine MISEN en matières de rejet d'eaux pluviales qui impose un volume de rétention minimal de 100 l/m² imperméabilisé .

Le dimensionnement initial (671 m³) du fossé de rétention périphérique a été calculé avec un taux de 80 l/m² . L'exploitant a donc révisé le calcul de sa capacité de rétention en appliquant le taux de 100 l/m² , ce qui a porté le volume de rétention à 839 m³ . Cette donnée est reprise dans le projet de prescriptions proposé .

c) Émissions atmosphériques

Les rejets atmosphériques proviennent principalement des émissions de la centrale d'enrobage (rejets canalisés de la cheminée) ainsi que des émissions diffuses liées à la manutention et au stockage des produits pulvérulents sur le site .

Afin de limiter les émissions de poussières , l'exploitant mettra en place sur le tambour sécheur Un filtre à manche permettant de garantir en fonctionnement normal une teneur en poussières inférieure à 50 mg/Nm³ dans les rejets atmosphériques de la cheminée . Les fines récupérées seront réinjectées dans le cycle de fabrication .

Par ailleurs , les mesures listées au paragraphe 3.2.a ci dessus seront également mises en place pour prévenir les émissions de poussières liées aux activités du site :

Lors des opérations de déchargement de bitume , les événements des camions sont reliés aux cuves de stockages de sorte que l'air chassé par le bitume susceptible de contenir des composés organiques volatils et des hydrocarbures aromatiques polycycliques soit réintégré dans les cuves de stockage.

Concernant les émissions de polluants gazeux , la centrale d'enrobés sera équipée d'une cheminée de 13 mètres de permettant une vitesse réelle d'extraction des gaz de 12 m/s (supérieure à la vitesse minimum réglementaire de 8 m/s) . Le combustible envisagé pour alimenter le brûleur est du fioul TBTS afin de limiter les rejets en SO₂

Une première analyse des émissions atmosphériques issues de la cheminée sera effectuée dans un délai de un mois maximum après la mise en service de la centrale d'enrobés .

Par ailleurs et afin de surveiller l'efficacité des mesures proposées , il nous semble nécessaire d'imposer la mise en place d'un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement .

d) Niveaux sonores

Le projet est située à proximité d'autres établissements industriels , dans une zone d'activités toute proche de l'autoroute A8 et de l'échangeur de Fréjus.

L'exploitant a fait réaliser une étude d'estimation des niveaux sonores concluant au respect de la réglementation . Le projet de prescriptions proposé impose une première mesure des niveaux sonores dans les trois mois suivant le démarrage de l'exploitant puis une mesure annuelle afin de garantir de respect des seuils réglementaires concernant les niveaux de bruit et d'émergence définis par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement .

e) Impact visuel

Les installations seront implantées dans des bâtiments fermés avec des stockages en boxs couverts et des plantations périphériques (voir photos montages ci dessous) .



Projet ECOPOLE
enrobés+béton

f) odeurs

L' exploitant propose dans son mémoire en réponse adressé au commissaire enquêteur:

- Préalablement à la mise en service des installations , la réalisation par un laboratoire olfactométrique indépendant d'un "état zéro olfactif " afin d'établir une cartographie d'odeurs déjà présentes dans l'environnement proche du site (type et intensité des odeurs) .
- La mise en place d'un comité de surveillance composé de représentants d'associations de riverains , d'un laboratoire agréé et de lui même et d'un jury de nez bénévoles ayant pour rôle de consigner leur perception des odeurs corrélée à plusieurs paramètres tels que les conditions météorologiques,et les données de production .Ces propositions ayant pour objectifs la compréhension des mécanismes d'odeurs éventuelle et la réduction des gênes éventuelles .

g) impacts sur la santé

Une évaluation des risques sanitaires complétée a été réalisée conjointement pour les risques liés à la plate forme de valorisation de matériaux inertes et ceux liés à la plate forme de production de béton et d'enrobés .

Cette évaluation na met pas en évidence de risques pouvant entraîner un impact sanitaire sur la population environnante en considérant les émissions provenant des installations exploitées par la société ECOPOLE .

L'Agence Régionale de Santé a émis un avis favorable au dossier

4 PROPOSITIONS et CONCLUSIONS

Compte tenu des dispositions prévues par l'exploitant, des résultats de l'enquête publique, de l'avis du commissaire enquêteur, des avis des différents services administratifs, de l'avis des conseils municipaux concernés et des dispositions complémentaires définies dans le présent rapport, , nous proposons qu'une suite favorable soit donnée à la demande de la société ECOPOLE visant à exploiter installations de production d'enrobés et de béton prêt à l'emploi situées dans l'extension du pole BTP "Emile Donat-Abel Treve" , "lieu dit " La Source" sur le territoire de la commune de Fréjus .

Un projet de prescriptions établi dans ce sens est joint au présent rapport.

Il convient que cette proposition soit soumise à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques.

